



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°

20230192

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

ARRÊTÉ N°

**mettant en demeure la Société GALVA MÉTAUX
sur le territoire de la commune de PONT-DU-CHÂTEAU
de respecter plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral
n°15-01739 du 11 décembre 2015**

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°15-01739 du 11 décembre 2015 autorisant la société GALVA MÉTAUX à exploiter une unité de traitement de surface métallique et une installation de galvanisation ;

Vu le rapport du 13 janvier 2023 de l'Inspection des Installations Classées, suite à la visite d'inspection du 6 décembre 2022 dans les installations de la société GALVA MÉTAUX sise ZAC Champ Lamet – 18 rue Chambussière à Pont-du-Château, transmis à l'exploitant par courrier du 13 janvier 2023 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de l'inspection du 6 décembre 2022, l'inspecteur de l'Environnement (catégorie installations classées) a constaté les faits suivants :

- Aucun système d'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur n'est en place ;
- Aucun décanteur-séparateur d'hydrocarbures n'a été mis en place ;
- Aucun déclencheur d'alarme en point bas n'a été mis en place dans la rétention des cuves de traitement ;
- Aucun système permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre n'est présent.

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 4.2.4, 4.3.4 et 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société GALVA MÉTAUX de respecter les prescriptions des articles 4.2.4, 4.3.4 et 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : RESPECT DES PRESCRIPTIONS

La Société GALVA MÉTAUX, dont le siège social est situé ZAC Champ Lamet – 18 rue Chambussière à Pont-du-Château, exploitant une unité de traitement de surface métallique et une installation de galvanisation sur la commune de PONT-DU-CHÂTEAU est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.2.4, 4.3.4 et 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 susvisé pour cet établissement dans un délai n'excédant pas 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

La juridiction administrative peut aussi être saisie aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION ET NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié à la société GALVA MÉTAUX et publié au recueil des actes administratifs du département. En application de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, cet arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture du Puy-de-Dôme pendant une durée minimale de deux mois.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont une copie sera également adressée :

- au Responsable de l'Unité inter-Départementale Cantal-Allier-Puy-de-Dôme de la DREAL à Clermont-Ferrand ;
- au Maire de Pont-du-Château.

Clermont-Ferrand, le 10 FEV. 2023

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Laurent LENOBLE